

Manuel de géopolitique. Cinquième partie. Études de cas concrets.

## **33 - Analyse des différents niveaux spatiaux d'un problème géopolitique**

jeudi 11 avril 2019, par [Patrice GOURDIN](#)

**A partir d'un exemple P. Gourdin présente comment étudier les différents niveaux de l'étude d'un conflit "à chaud" et en temps réel. L'exemple présenté est la guerre d'Ossétie du Sud (2008). Celle-ci marque un tournant dans les représentations de la Russie dans les "pays occidentaux", suivie par la crise ukrainienne (2013-2014) et l'occupation russe de la Crimée (mars 2014 - ). Une précieuse leçon de méthode quand [la Géopolitique fait son entrée dans le programme de Première.](#)**

**Le 1er site géopolitique francophone publie un ouvrage de référence : Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb.com. ISBN : 979-10-92676-04-4. Voici le chapitre 33 - Analyse des différents niveaux spatiaux d'un problème géopolitique.**

Il ne se trouve guère d'exemple de crise ou de conflit qui se cantonne à un espace unique et uniforme. Nombre de limites spatiales des facteurs territoriaux ne coïncident ni avec celles des facteurs humains, ni avec celles des représentations. En outre, les acteurs extérieurs interfèrent en fonction de considérations qui ont leur propre espace. Cela impose donc à l'analyste différents niveaux territoriaux et diverses thématiques de lecture, c'est-à-dire des cartes figurant des informations variées et à des échelles adaptées.

### **L'exemple de la guerre d'Ossétie du Sud (7-12 août 2008)**

*NDA : cette analyse ne va pas au-delà de septembre 2008. Il s'agit ici de présenter les différents niveaux spatiaux du conflit "à chaud" et de démontrer qu'ils étaient lisibles en temps réel.*

Le conflit d'Ossétie du Sud (7-12 août 2008) illustre la nécessité de combiner plusieurs niveaux spatiaux pour mener un raisonnement géopolitique.

Dans le cas choisi, en premier lieu, s'impose le niveau local, celui de l'Ossétie du Sud, enjeu proclamé du conflit. Mais ce dernier s'inscrit aussi dans un cadre national, celui de la Géorgie, un État pour le moins compliqué. La dimension régionale influe également sur les événements : le Caucase confine avec la mer Caspienne, l'Asie centrale et la mer Noire, autant de zones qui pèsent sur et/ou subissent les contrecoups du conflit. De plus, l'observation de l'ensemble de l'Eurasie s'impose pour comprendre le jeu de la Russie ainsi que la politique de l'Union européenne et de la Chine. Enfin, seul le planisphère permet de visualiser la stratégie de l'OTAN, le "grand jeu" mondial autour des hydrocarbures et les relations russo-américaines.

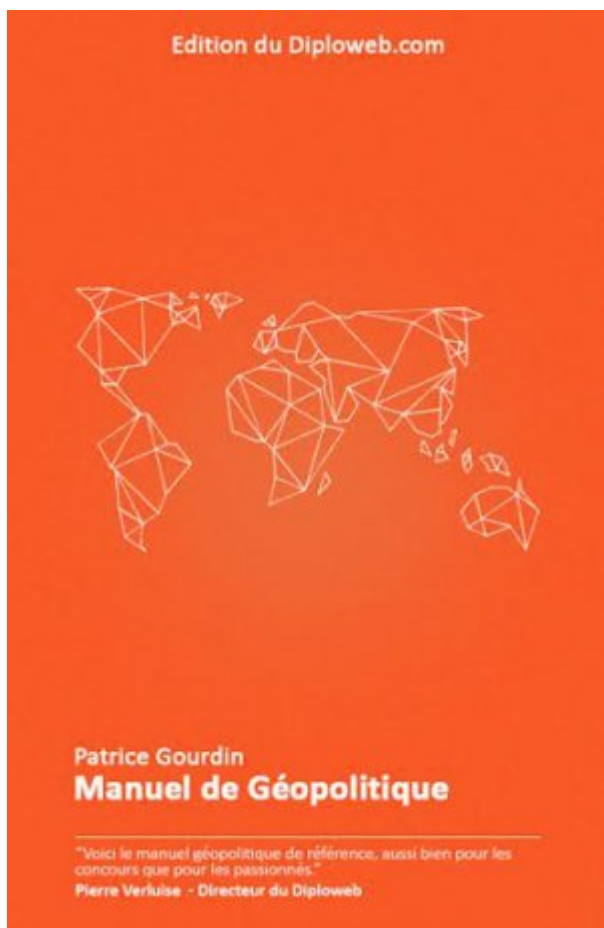
Tout part donc de l'**Ossétie du Sud**, un minuscule canton couvrant 3 900 km<sup>2</sup> sur le versant sud du Grand Caucase. Affectant la forme d'un fer à cheval, il intègre quelques vallées encaissées, disposées en éventail, limitées à l'ouest par les monts Lihskij, au nord par la ligne de partage des eaux du Grand Caucase (monts Dvaletskij et Mtiuletskij) et à l'est par les monts Alevskij. Ceux-ci surplombent la route reliant Vladikavkaz à Tbilissi. Enclavé, ce territoire montagneux est traversé par un unique axe méridien.

Au nord, il le relie, par le tunnel de Roki, à la Russie ; au sud il rejoint la Géorgie par l'étroite vallée de la Liavhi (un affluent de la Koura), entre sa "capitale" - Tskhinvali - et la ville de Gori. Peuple de souche iranienne, utilisant une langue indo-européenne, précocement christianisé, les Ossètes entretenirent, au fil des siècles, des relations difficiles avec les Géorgiens. Il en résulte « l'enchevêtrement de villages ossètes et géorgiens, imbriqués les uns dans les autres. Les deux communautés vivent côte à côte mais dans la méfiance [1] ». Au moment de la dislocation de l'Union soviétique, il comptait un peu moins de 100 000 habitants ; aujourd'hui, aucune statistique fiable n'est disponible, mais la population semble tourner autour de 50 000 personnes.

Leur sécessionnisme s'alimentait également au fait que la moitié du peuple ossète occupe le versant nord du Grand Caucase et se trouve intégrée dans la Fédération de Russie. Cette dernière ne manifeste pas d'hostilité à leur égard. La comparaison des traitements ne tourna donc pas en faveur de Tbilissi. L'effervescence nationaliste (en gestation à partir de 1989) qui s'empara des Géorgiens lors de l'accès à l'indépendance et les mesures discriminatoires qui en résultèrent expliquent la sécession ossète du 20 septembre 1990. À partir de janvier 1991, la guerre fit rage, jusqu'à l'arrêt des hostilités par le traité de Sotchi (ou de Dagomys) du 24 juin 1992, négocié sous l'égide des Russes. À compter de cette date, le territoire devint un « paradis de tous les trafics [2] », y compris d'uranium enrichi, profitant à « des Russes, des Ossètes et des Géorgiens [3] ».

Les Russes participent, d'ailleurs, à la force de maintien de la paix déployée en 1992 entre les belligérants, ce qui crée une confusion des rôles peu conforme à l'esprit du droit international. En effet, depuis la fin 1990, l'Ossétie du Sud est un État indépendant *de facto*, soutenu par la seule Russie. Attitude paradoxale alors que Moscou met tout en œuvre pour préserver l'intégrité territoriale de la Fédération, fut-ce au prix de sanglants conflits, comme en Tchétchénie. Mais la politique des États s'inscrit dans une logique et la démarche de la Russie s'avère très rationnelle : l'indépendance ossète n'est pas une fin souhaitée par le Kremlin (d'ailleurs, ce dernier ne la reconnut officiellement que le 26 août 2008), elle est un instrument de sa politique. Pour comprendre, il faut changer de niveau d'analyse.

Auparavant, toutefois, il convient d'examiner le contexte géorgien, un contexte pour le moins perturbé. État sis en Transcaucasie, héritier d'une République de l'ex-URSS et, en deçà, d'un royaume chrétien remontant au Moyen-Âge - plongeant lui-même ses racines dans des constructions politiques érigées durant l'Antiquité -, mais jamais fortement centralisé, la **Géorgie** inclut dans ses 69 700 km<sup>2</sup> des populations variées, parmi lesquelles domine une composante "caucasienne" : les Géorgiens. Les contentieux accumulés au cours des siècles génèrent de multiples tensions entre ceux-ci et une partie des autres peuples présents sur le territoire (on trouve notamment des Russes, des Arméniens et des Azéris, avec lesquels la coexistence s'avère plus aisée). En particulier, les séquelles de la "géorgisation" imposée dans les années 1930 par Beria sur ordre de Staline, pèsent lourdement sur les comportements.



Au moment de l'accession à l'indépendance (le 9 avril 1991), la virulence et la brutalité des nationalistes géorgiens – sous la direction du premier président, Zviad Gamsakhourdia qui déclara : « Les Ossètes sont des déchets que nous allons expulser par le tunnel de Roki [4] » – suscitèrent la résistance des Ossètes et des Abkhazes, qui refusaient de perdre l'autonomie que l'URSS leur avait accordée, en 1922 pour les uns et en 1930 pour les autres. Il en résulta deux soulèvements sécessionnistes victorieux, qui se soldèrent par le détachement, en 1992, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud [5], soit la perte, pour Tbilissi, de 12 500 km<sup>2</sup>, environ un sixième du territoire. « Illustration de ce développement séparé : en Ossétie du Sud, chacune des deux communautés a sa propre conduite de gaz, sa propre arrivée d'eau, sa propre route de contournement [6] ». Près de 300 000 Géorgiens furent chassés d'Abkhazie en 1993-1994, plusieurs milliers viennent d'être chassés de leurs villages en Ossétie du Sud [7], d'où 10 000 autres avaient été expulsés en 1991-1992. L'ampleur de l'amputation et le traumatisme de cette "épuration ethnique" expliquent la volonté de récupérer ces provinces.

D'autant que, modestes dans l'absolu, leurs ressources ne sont pas négligeables pour un pays peu développé comme la Géorgie : l'Ossétie du Sud disposerait de réserves significatives de minerais (cuivre, en particulier) et présente de bonnes aptitudes agricoles (céréales, fruits, légumes, viticulture), sans oublier les cours d'eau ainsi que des sources thermales.

En outre, la présence d'autres minorités nationales sur le sol géorgien pourrait provoquer une réaction en chaîne pulvérisant la fragile unité du pays. Unité souvent en péril du fait de la position géographique délicate qu'occupe depuis longtemps la Géorgie. La manipulation des ethnies constitue un instrument classique de déstabilisation d'un État.

Sur un tout autre registre, il faut se garder d'oublier que, dans l'univers culturel russe, la Géorgie est considérée comme pratiquement aussi proche que l'Ukraine. Ukraine, dont l'ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, Dmitri Rogozine, déclarait qu'elle était « le berceau de la civilisation russe. Un peu comme la mère de la Russie. Or, mère et fille ne peuvent être séparées [8] ». La société géorgienne demeure profondément imprégnée de culture russe en dépit de tous les efforts des nationalistes géorgiens pour promouvoir une identité géorgienne [9]. L'"intérêt" que manifeste Moscou à l'égard de Tbilissi passe

donc également par le sentiment éprouvé par les Russes : celui d'une communauté qui souffre de son écartèlement et désire très vivement une *ré-union*, dont elle attend le retour à la puissance.

Le conflit dépasse la seule Géorgie, il ne s'agit pas d'une "simple" affaire intérieure et un autre niveau d'analyse s'impose : celui du **Caucase**. Ce dernier occupe une position-charnière entre le monde chrétien et le monde musulman, ainsi qu'entre les puissances de la région. Il s'agit d'une région stratégique, donc hautement sensible, en premier lieu pour la Russie. La chaîne caucasienne constitue, depuis plusieurs siècles, à la fois une barrière contre les empires rivaux de la Russie - l'Empire perse et l'Empire ottoman - et un passage pour accéder aux richesses du massif ainsi qu'à celles de l'Orient. Cela explique l'opiniâtreté avec laquelle, à partir du règne de Catherine II la Grande, Moscou conquiert puis contrôle la région.

Ensemble compact, le Caucase compte peu de routes pour le traverser : hormis celles qui le contournent, l'une par le rivage occidental de la mer Caspienne et l'autre par la côte orientale de la mer Noire, il n'y a guère que celle significativement qualifiée de "militaire". Or, elle traverse l'Ossétie du Nord (de Vladicavcaz au col de la Croix), passe au pied des montagnes marquant la limite orientale de l'Ossétie du Sud et rejoint Tbilissi. Par ailleurs, la Transcaucasie forme un couloir qui relie, au sud de la Russie, la mer Caspienne à la mer Noire. Il s'agit donc d'un axe de communication est-ouest important. Par conséquent, l'Ossétie du Sud se trouve dominer l'accès septentrional à un carrefour stratégique.

Bref, « c'est la position géographique de la Géorgie, idéalement située entre l'Asie Centrale et l'Europe, la mer Caspienne et la mer Noire, qui constitue le premier attrait stratégique de ce petit pays [10] ». Le Caucase, ex-possession russe, se trouve depuis 1991 en proie à un phénomène de reconstruction politique et spatiale. « La crise géorgienne est en fait d'une très grande banalité : c'est celle qui accompagne toute construction inachevée d'un État sur un territoire dont le montage stalinien ne correspond à aucune réalité socio-politique stable. Ce qu'on appelle la stabilité du Caucase passe ainsi par un processus particulièrement complexe et périlleux de redéfinition territoriale des États concernés [11] ».

En outre, l'espace transcaucasien constitue le piémont méridional de la nouvelle frontière internationale de la Russie, au contact d'une zone de turbulences majeures, en l'occurrence, le Proche-Orient. Le 9 septembre 2008, Moscou annonçait que les effectifs militaires déployés en Abkhazie et en Ossétie du sud allaient plus que doubler, passant de 3 500 hommes avant le conflit à 7 600 hommes [12]. À l'évidence, la Russie ne se préoccupe pas de profondeur stratégique sur ses seules frontières situées en plaine.

Derrière le destin de l'Ossétie du Sud, se dessine celui de la **Russie** elle-même, puissance gigantesque recouvrant une partie de l'**Eurasie**, ce qui amène à observer ce niveau spatial. Héritière de l'ex-URSS, elle-même remplaçante de l'empire des tsars, l'actuelle Fédération de Russie doit agir avec les avantages et les contraintes qu'ils lui ont laissés. « Le malheur de la Géorgie aura été de se situer au point de fracture d'une nouvelle ligne de faille géopolitique, qui parcourt les frontières ouest et sud-ouest de la Russie. Des États baltes au nord, en passant par l'Europe centrale et les Balkans, jusqu'au Caucase et l'Asie centrale, une lutte de pouvoir géopolitique s'est fait jour entre une Russie revancharde connaissant un nouvel essor d'une part, et l'Union européenne et les États-Unis de l'autre [13] ». Explicitement, Moscou se défend contre l'encerclement auquel procèderaient Washington et ses alliés, notamment par le biais de l'élargissement de l'OTAN. Les Occidentaux démentent avec la dernière énergie nourrir de tels desseins. Toutefois, telle est la perception (représentation ?) russe, et elle commande la politique extérieure de Moscou. La visualisation cartographique des positions et accords militaires américains donne à cette vision un semblant de vraisemblance. Un raisonnement en termes d'intérêts bien compris mène à la même conclusion : qui résisterait à la tentation d'endiguer une puissance rivale potentielle avant qu'elle ne (re)devienne réelle, surtout si l'on se réfère à son expansionnisme passé ?

Quoi qu'il en soit des véritables intentions du Kremlin, la prise en considération du niveau spatial eurasiatique révèle le rôle de maillon essentiel que joue le **Caucase** (et donc la Géorgie) dans la politique extérieure russe : il s'intègre dans une chaîne unissant le sous-ensemble **Biélorussie-Ukraine** à la **mer Noire** [14], à la **mer Caspienne** et à l'**Asie Centrale**. Selon la vision des dirigeants russes, le contrôle de cette chaîne contribue à renforcer la stabilité intérieure, la sécurité, la capacité d'intervention politique et

l'essor économique de la Russie. À l'inverse, l'absence de contrôle ou, *a fortiori*, le contrôle par une autre puissance – les États-Unis, en l'occurrence, par le biais de l'élargissement de l'OTAN, du déploiement de leur système antimissile et du soutien à l'association nouée en 1997 entre la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, le GUAM –, constitue une menace inacceptable. L'Ossétie du Sud participe de la zone d'influence exclusive dont la Russie estime avoir besoin, sur l'ensemble de son pourtour, afin de recouvrer sa puissance et qu'elle revendique depuis les années 1990. Au mieux, elle pourrait se contenter d'une « sorte de zone “neutralisée” dans l'espace européen, passant par Kaliningrad, la Biélorussie, la Moldavie jusqu'au Caucase [15] ». Et l'on peut ajouter l'Asie Centrale, où Moscou agit par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai. Les manœuvres russo-kazhakes « Centre 2008 », début septembre 2008, attirèrent l'attention des experts pour plusieurs raisons. D'une part, elles reposaient sur le scénario inhabituel d'une attaque par un pays voisin cherchant à s'emparer des ressources énergétiques d'Astana. D'autre part, elles attribuaient le rôle dirigeant à la Russie. En outre, il s'agissait du plus important exercice organisé depuis la disparition de l'URSS. Bref, Moscou est de retour dans ce qu'elle considère comme “sa” **zone d'influence** et envisage de nouveau des conflits interétatiques [16].

Autre moyen de peser sur les autres, les **fournitures énergétiques** : « le tracé des nouvelles routes du gaz et du pétrole est au cœur de ce conflit [...] La Russie a en effet programmé le redéploiement de son réseau gazier à destination de l'Europe [17] », ce qui s'intègre dans « une politique extérieure de retour à la puissance [18] ». Faute d'un tracé iranien ou afghano-pakistanaï, seul le sud Caucase offre la possibilité d'exporter les hydrocarbures de la mer Caspienne et d'Asie Centrale en évitant le territoire russe. C'est pourquoi l'Union européenne, au grand dam de Moscou, a lancé le projet de gazoduc *Nabucco*, qui prolongerait jusqu'en Autriche le tube reliant Bakou à Erzerum par Tbilissi [19]. De même, après l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, pour briser sa dépendance totale envers le réseau russe, négocie-t-il des investissements, en vue d'exporter une partie de sa production par le chemin de fer reliant Bakou au port géorgien de Batoumi [20]. Il possède déjà la raffinerie de ce dernier ainsi que des installations dans le port de Poti [21]. Le hasard n'a donc aucune part dans le dispositif déployé par l'armée russe [22] et, pour le moment, pérennisé sous le couvert des “mesures additionnelles de sécurité” autorisées par l'accord de cessez-le-feu du 12 août [23]. Les postes de contrôle se situent le long de l'axe est-ouest traversant la Géorgie, ainsi qu'autour des ports géorgiens de Poti (occupé) et Batoumi (où la marine américaine a pris position). Rien de fortuit, non plus, dans les tirs qui ont frôlé l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, ou dans la destruction d'un pont de chemin de fer près de Gori. La leçon semble comprise : ni l'Azerbaïdjan, ni l'Arménie ne prirent position durant le conflit [24] ; mieux, au terme d'un accord verbal conclu le 2 septembre 2008, l'évacuation du gaz turkmène se fera par la Russie *via* l'Ouzbékistan [25], ce qui pourrait consacrer la renonciation au projet de tracé empruntant le corridor transcaucasien [26]. Dans l'immédiat, Moscou semble donc renforcer son contrôle.

Voisine de la Russie, en partie dépendante de son gaz et de son pétrole, l'**Union européenne** comprend parfaitement qu'elle se trouve visée au premier chef par l'évolution de la politique extérieure russe. Cela explique son implication active dans le conflit d'Ossétie du Sud et l'adoption, le 1er septembre 2008, d'une attitude commune, même si les États membres divergeaient sur la politique à suivre. Certes, les sanctions demeurent écartées, mais les Vingt-Sept ont affirmé la nécessité pour l'Union européenne « d'intensifier ses efforts en matière de sécurité de l'approvisionnement [27] ». Ils ont également décidé de suspendre la concertation avec Moscou sur la redéfinition de la “politique de voisinage” adoptée en 2004 vis-à-vis de la Russie. Cela ne les dispense pas de réfléchir rapidement aux adaptations nécessaires, comme en témoignent les déclarations, le 4 septembre 2008, du commissaire européen à l'Énergie, M. Andris Piebalgs, en faveur de l'accélération de la construction du gazoduc *Nabucco* [28], un tube dont le tracé éviterait le territoire russe. L'accord difficilement négocié le 8 septembre 2008, en vue d'obtenir une meilleure application des clauses du cessez-le-feu du 12 août, pourrait marquer l'émergence de l'Union européenne comme un acteur diplomatique plus consistant sur la scène eurasiatique [29]. Toutefois, cela ne suffira pas pour s'affranchir d'une Russie pour l'instant confortée dans sa maîtrise des flux énergétiques de la mer Caspienne et d'Asie centrale [30].

À l'autre extrémité de l'Eurasie, la République populaire de **Chine**, en dépit de nombreuses convergences avec la Russie en matière de relations internationales, nonobstant l'alliance régionale qui les unit en Asie Centrale – l'Organisation de coopération de Shanghai-OCS [31] –, malgré, même, la signature (le 21 juillet

2008) d'un traité réglant à son profit le litige frontalier qui opposait les deux pays [32], a pris ses distances vis-à-vis de l'intervention en Ossétie du Sud. « Pékin, confronté à des revendications nationalistes, aussi bien à Taiwan que dans ses régions périphériques, campe sur le principe de l'intangibilité des frontières [33] ». La Chine s'est dite "préoccupée", terme diplomatique qui cache mal la condamnation. En effet, « l'affaire géorgienne vient soudain remettre en cause la pierre d'angle sur laquelle reposait le "partenariat stratégique" russo-chinois : la non-ingérence. Pour la Chine, traumatisée par son démembrement par les puissances coloniales au XIXe siècle, n'importe quel précédent en la matière est dangereux. Il pourrait remettre en question la cause sacrée de l'unité entre la Chine et Taiwan, celle entre la Chine et le Tibet, ou faire renaître les espoirs indépendantistes des Ouïgours au Xinjiang [34] ». Les pays d'Asie centrale font cause commune avec Pékin, car tous comptent des minorités dans leur population, notamment des Russes, et voient dans la guerre d'Ossétie un très dangereux précédent. Cela explique la déception de Moscou après son échec à rallier le soutien sans restriction de l'OCS [35]. En outre, Pékin dépend encore des marchés, des capitaux et des transferts de technologie de l'Ouest, tandis que la Russie lui fournit des matières premières, énergétiques et autres. Donc, les risques d'affrontement entre Moscou et l'Occident ne vont pas dans le sens de ses intérêts [36]. Par surcroît, comme tous les importants consommateurs d'énergie importée, la Chine cherche la sécurité dans la diversification de ses sources d'approvisionnement, ce qui nourrit son hostilité à la politique russe. Toutefois, elle profite également de l'inquiétude que suscite cette dernière pour avancer ses pions en Asie Centrale : elle négocie avec le Tadjikistan et a obtenu l'augmentation d'un tiers des quantités de gaz livrées par le Turkménistan [37].

Le 5 septembre 2008, se réunirent à Moscou les sept États d'Eurasie membres de l'Organisation du traité de sécurité collective-**OTSC** (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Russie et Tadjikistan). S'ils approuvèrent l'intervention de Moscou en Géorgie, ils n'en reconnurent pas pour autant l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. En revanche, ils décidèrent de créer un état-major permanent à Moscou, sur le modèle de celui de l'OTAN à Bruxelles. À cette occasion, le président russe, Dimitri Medvedev déclara : « nous devons tous, à présent, réfléchir à la création d'une architecture de sécurité internationale qui se fonderait sur le droit international, l'interdiction des conflits et de toute domination d'un quelconque État [38] ». Pour les observateurs, il ne fait guère de doute que « Moscou se prépare à transformer l'OTSC en bloc militaire, à l'image du Pacte de Varsovie [39] ». Mais aura-t-elle les moyens de ses ambitions ?

Le conflit revêt, enfin, une dimension **mondiale**, en ce qu'il concerne la stratégie de l'OTAN, s'inscrit dans le grand jeu mondial autour des hydrocarbures et affecte directement les relations russo-américaines. Entre 1989 et 1991, l'empire soviétique disparut, laissant la Russie exsangue et "réduite" de 22 402 200 à 17 075 400 km<sup>2</sup>.

Parmi les multiples modifications de cette période, l'une des plus importantes fut l'unification RFA-RDA, qui permit de reconstituer une seule Allemagne. Pour obtenir cette énorme concession, les **États-Unis** se seraient engagés - verbalement - à ne pas étendre l'**OTAN** aux territoires du défunt Pacte de Varsovie. En 1998, avec l'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, puis en 2004, avec l'intégration de la Slovaquie, de la Bulgarie, de la Roumanie et des trois États baltes, cette "promesse" fut violée, ce qui provoqua mécontentement et inquiétude à Moscou qui considère que, « comme ces pays, en raison de leur histoire, ont des sentiments antirusse, cela a eu pour résultat de renforcer l'orientation antirusse de l'OTAN [40] ». Entre ces deux vagues d'élargissement, en 1999, l'OTAN avait mené, sans mandat de l'ONU, une guerre contre la Serbie, alliée traditionnelle de la Russie. « Le traité de l'Atlantique Nord, qui avait pour vocation de contenir l'Union soviétique, évolue depuis 1990 vers une identité nouvelle quelque peu ambiguë et incertaine dans ses conséquences. Peu à peu on a vu surgir ce "global NATO" qui déborde très largement du cadre atlantique jusqu'à prétendre concerner la planète tout entière. [...] Cette globalité des fonctions déborde aussi des objectifs initiaux, assurer la sécurité de l'Europe occidentale ; elle inclut différentes fonctions de nature politique, économique, sociale. Elle se présente comme un multilatéralisme sélectif destiné même à se substituer aux Nations unies en cela qu'elle est jugée plus maniable et plus ordonnée. [...] Mais [...] ses interventions dans le monde viennent apporter [...] une connotation nouvelle à tous les conflits auxquels elle s'intéresse : ceux-ci se trouvent recomposés [...] autour d'un clivage Est-Ouest. [...] Le conflit change de sens : l'intervention ne peut plus

se faire au nom de la communauté internationale, mais se réalise désormais à l'initiative d'une partie de celle-ci, soigneusement rangée sous la bannière et le *leadership* des États-Unis. C'est exactement ce que recherchent les mouvements de guérilla, qui se transforment du même coup en acteurs de la résistance à la domination occidentale [41]. En dénonçant violemment l'unilatéralisme américain, le 10 février 2007 (« Un pays, les États-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international » [42]), à Munich, Vladimir Poutine adopta, sur le terrain politique, une attitude similaire, amorçant une coalition informelle résolument opposée à un monde unipolaire sous égide américaine [43]. En outre, à partir de la fin 2001, la guerre contre le terrorisme permettait à Washington et à ses alliés de s'implanter dans le Caucase et en Asie Centrale, afin d'opérer plus efficacement en Afghanistan. Si ce n'était pas de l'encerclement, cela y ressemblait fort, et la Russie, saturée d'humiliations par l'unilatéralisme américain, bafouée dans ce qu'elle considère comme son périmètre de sécurité, ruminait sa revanche.

La dépendance accrue des pays industrialisés envers les **hydrocarbures** allait lui en fournir les moyens. La carte des réserves s'est quelque peu étoffée, mais les pays du Proche-Orient couvrent encore plus de la moitié des importations mondiales, tandis que ces dernières augmentent, stimulées par l'émergence de nouvelles puissances économiques comme l'Inde et la Chine. Il en résulte une concurrence accrue, qui conforte chaque zone productrice ou de transit en tant qu'enjeu stratégique majeur et qui provoque une hausse des cours, donc des recettes des pays exportateurs. Ses réserves, ainsi que son réseau de tubes reliant les pays producteurs de la mer Caspienne et d'Asie Centrale aux consommateurs européens et américains, ont fait de la Russie une « puissance énergétique [44] » et lui ont procuré des ressources financières abondantes ainsi qu'un moyen de pression considérable au service de sa soif de revanche et de son désir de retrouver un rôle de puissance mondiale. Pour pérenniser cela, Moscou doit s'efforcer de conserver ou de restaurer une influence exclusive sur le Caucase et l'Asie Centrale, ainsi que le monopole des acheminements pétroliers et gaziers. Il s'agit là d'un des éléments essentiels de la rivalité pour la puissance mondiale. Diversifier et sécuriser ses sources d'approvisionnements, contrôler une part significative des flux d'hydrocarbures, assurer la commercialisation d'une fraction importante de ceux-ci, voilà autant d'objectifs que vise la politique extérieure des États-Unis. Lors de son passage en Azerbaïdjan, le 3 septembre 2008, le vice-président américain Richard Cheney – artisan de la politique pétrolière actuelle des États-Unis [45] et connu pour son hostilité à la Russie [46] – le rappela on ne peut plus clairement en réaffirmant la volonté américaine de construire de nouvelles voies d'acheminement pour exporter le pétrole de la région – qualifiée de « région vitale du globe [47] » – vers l'Ouest [48]. Le lendemain, lors d'entretiens à Tbilissi, il aurait souligné la grande importance du corridor énergétique qui traverse le territoire géorgien et réaffirmé qu'il se situait dans la sphère d'intérêts des pays occidentaux [49]. M. Tanaka, directeur de l'Agence internationale de l'énergie – connue pour être proche des États-Unis – se trouvait, le 4 septembre 2008, aux côtés du commissaire européen à l'Énergie, lors du plaidoyer de celui-ci en faveur du projet de gazoduc *Nabucco*. Il prêcha en faveur de tracés réduisant la dépendance à l'égard de la Russie [50]. Toutefois, jusqu'à nouvel ordre, faute de parvenir à ébranler significativement la mainmise russe, l'Union européenne, les États-Unis, même la Chine, voire l'Inde, doivent compter avec la Fédération et ménager ses intérêts dans son « étranger proche ».

Dans la mesure où il n'apparaît pas de dimension idéologique, le parallèle avec la Guerre froide manque de pertinence (et d'imagination). Il ne semble pas que Vladimir Poutine entende ressusciter la défunte URSS, mais, bien plus classiquement, qu'il cherche, depuis son accession au pouvoir, en 2000, à doter de nouveau la Russie d'une sphère d'influence exclusive [51], condition jugée indispensable pour le retour de cette dernière au premier plan sur la scène internationale. Cela passe par un rééquilibrage des relations russo-américaines. Or, les dirigeants russes, excellents stratèges et fins tacticiens, sont rompus aux **rapports de forces**. Par surcroît, ils agissent dans un contexte éminemment favorable, qu'ils ont en partie façonné. Nous avons déjà mentionné les **manœuvres pétro-gazières**. Il faut ajouter, en matière **militaire**, une politique de modernisation de leur armement conventionnel et, surtout, de leur arsenal nucléaire stratégique (missiles *Topol 25*), ainsi que la conservation d'un stock opérationnel d'armes nucléaires intermédiaires et tactiques qui serait largement supérieur à celui des États-Unis [52]. Les manœuvres d'automne baptisées « Stabilité 2008 », impliquant l'ensemble des forces nucléaires retinrent l'attention, moins du fait de la participation de la Biélorussie, que parce qu'elles simulaient un

affrontement avec les États-Unis et l'OTAN [53]. On observe le **resserrement** des **liens** diplomatiques, voire militaires (ventes d'armes, manœuvres communes), avec nombre de **pays** plus ou moins **hostiles** aux **Américains** (Chine, Syrie, Cuba [54], Venezuela [55], Nicaragua [56], en particulier), et même des mouvements terroristes (Hamas), ce qui amène certains commentateurs à évoquer « un nouvel "axe du mal" », tout en soulignant la faiblesse - durable ? - dudit [57]. Fort habilement, les Russes ont su *faire d'une défaite une victoire* en retournant, le moment venu, contre les Américains deux des décisions prises par ces derniers. D'une part, ils ont riposté au retrait de Washington, le 13 juin 2002, du traité **ABM** (limitant les défenses antimissiles) de 1972, par la suspension, le 30 novembre 2007, de leur participation au traité de 1990 sur les forces conventionnelles en Europe-**FCE** [58], ce qui leur permet de s'affranchir des plafonds en hommes et en matériels qui s'imposaient à eux à l'ouest de l'Oural. Ainsi peuvent-ils disposer des forces nécessaires, tout à la fois pour maintenir l'unité de la Fédération (Nord-Caucase, en particulier) et pour menacer ou pour agir contre leur "étranger proche". D'autre part, ils arguèrent des précédents du **Kosovo** [59], en 1999 et, surtout, de l'**Irak**, en 2003, pour justifier le **recours à la force** au mépris du droit international. Cela présentait toutefois l'inconvénient de renforcer les inquiétudes d'anciens membres de l'empire soviétique et d'accélérer leur rapprochement militaire avec Washington. Ainsi, la Pologne conclut, le 14 août, un accord l'intégrant dans le système de défense antimissiles américain (et obtenu le déploiement de missiles *Patriot*, explicitement destinés à la protéger d'une agression extérieure dont l'origine redoutée se devine aisément) [60] ; la République tchèque envisageait d'achever rapidement la procédure de ratification des accords passés également dans le cadre de la défense antimissiles, tandis que le président ukrainien, Viktor Iouchtchenko, proposa de mettre des installations radars à la disposition des États-Unis et ne cacha pas sa volonté de mettre fin à la présence navale russe en Crimée [61]. Moscou joua cyniquement de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis pour tenter de justifier celle de l'**Ossétie du Sud** et de l'**Abkhazie**. La Russie essaya également de promouvoir son retour au premier rang en venant provoquer les États-Unis dans leur propre zone d'influence exclusive : l'**Amérique latine** (Venezuela, Nicaragua, Cuba). Là encore, elle mit en œuvre une sorte de "pédagogie de la symétrie" : Washington se permettait de contrer ses intérêts à ses frontières, donc elle lui rendait la pareille [62] afin de lui montrer, entre autres, l'inconfort et le caractère humiliant de la situation. Plus largement, la flotte russe - dont la modernisation semble démarrer - tenta un retour dans les eaux dominées par les États-Unis et dont elle avait disparu depuis les années 1990, notamment dans les ports syriens de Lattaquié et de Tartous, ou au large de l'Afrique orientale [63].

Ajoutons que la Russie semble estimer les Américains - et leurs alliés occidentaux - dépourvus des **réserves militaires** suffisantes pour s'engager dans un conflit supplémentaire. L'Irak, l'Afghanistan, sans oublier les opérations de maintien de la paix ou d'interposition, mobilisent l'essentiel de leurs moyens. Certes, mais en cas de menace essentielle (ce que ne semblait pas être la guerre contre la Géorgie), on peut supposer que l'effort nécessaire serait fourni. Même si les Occidentaux disposent de moyens de pression financiers, économiques et technologiques non négligeables, Moscou affiche [64] la certitude que les Européens n'ont, ni la volonté de réagir fermement, ni la capacité d'intervenir, et que, pour les États-Unis, la zone stratégique essentielle n'est pas la Caucase, mais le Proche-Orient [65]. À tort ou à raison, ils semblent avoir interprété dans ce sens, la décision prise lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, le 16 avril 2008, de ne pas engager de procédure officielle en vue de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine. De plus, Washington a besoin de Moscou, tant pour lutter contre le **terrorisme**, que pour tenter d'enrayer, sans guerre, le programme nucléaire militaire de l'**Iran** [66]. Dans le domaine de la lutte contre la prolifération [67], les États-Unis ne peuvent négliger, non plus, les relations que la Russie entretient avec la **Corée du Nord** et la **Syrie**. Cependant, le gouvernement américain affirme réfléchir, au-delà de la prioritaire sauvegarde de la Géorgie, à un durcissement coordonné avec l'Union européenne [68]. Le vice-président Richard Cheney n'affirma-t-il pas, au Forum Ambrosetti qui se déroulait à Cernobbio, en Italie, le 8 septembre 2008, que la Russie ne pouvait pas « recueillir les bénéfices du commerce, de la concertation et la respectabilité internationale tout en recourant à la force brutale, aux menaces et autres formes d'intimidation à l'encontre de démocraties souveraines [69] ». Ce à quoi le ministre russe des Affaires étrangères répondit, à New York, le 24 septembre, que l'Occident ne « pouvait pas tout avoir, et son contraire [70] », qu'il n'était pas possible « à la fois de punir la Russie et demander sa coopération ». Nombre de diplomates estimaient, d'ailleurs, que, si les relations avec l'Union européenne devaient rapidement s'améliorer, aucune concession n'interviendrait en faveur des États-Unis avant le remplacement de l'administration Bush.



Dans ce contexte plus que favorable à leurs desseins, leur grande expérience et leur indéniable supériorité en matière d'études psychologiques permirent aux Russes de manœuvrer le président géorgien Saakachvili pour le pousser à la faute qui leur ouvrirait la voie de la restauration du rang et l'occasion de la revanche : la tentative de reconquête de l'Ossétie du Sud. Mais il est des victoires à la Pyrrhus : outre la défiance de la majorité des États, les progrès de la défense antimissiles américaine et les mesures de rétorsion économiques, financières ou technologiques, la politique ossète (et abkhaze) de Moscou porte en elle le réveil (ou l'exacerbation) des nationalités incluses dans la Fédération de Russie [71] ainsi que la propagation de la violence islamiste en Transcaucasie [72]. En fait, les dirigeants russes entendraient s'imposer comme des partenaires crédibles en montrant leur force et leur capacité de nuisance, mais souhaiteraient avant tout des règlements négociés [73]. Pascal Boniface semble donc écrire avec raison que le 8 août 2008 marque « une étape plus qu'une rupture [74] » ...

Copyright 2019-Gourdin-Diploweb.com

*NDA : cette analyse ne va pas au-delà de septembre 2008. Il s'agit ici de présenter les différents niveaux spatiaux du conflit "à chaud" et de démontrer qu'ils étaient lisibles en temps réel.*

---

## **P.-S.**

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

---

## **Notes**

[1] . Jégo Marie, Billette Alexandre, Nougayrède Natalie, Shihab Sophie, Smolar Piotr, « Autopsie d'un conflit », Le Monde, 31 août 2008.

[2] . d'Alançon François, « La "république" d'Ossétie du Sud, paradis de tous les trafics », La Croix, 27 septembre 2008.

[3] . Ibidem.

[4] . Cité ibidem.

[5] . Ibidem.

[6] . Ibidem.

[7] . Jégo Marie, « "L'indépendance", et après ? », Le Monde, 28 août 2008.

[8] . Propos rapportés par Richerd Werly, Le Temps, 8 septembre 2008.

[9] . Bilefsky Dan & Schwirtz Michael, « Within a Russian-Infused Culture, a Complex Reckoning after a War », The New York Times, September 8, 2008.

[10] . Billette Alexandre, « Au cœur du conflit, l'acheminement du pétrole qui contourne la Russie », Le Monde, 12 août 2008.

[11] . Badie Bertrand, débat sur LEMONDE.FR, 26 août 2008.

[12] . Pan Philip P., « Russia to Double Its forces in Two Regions », The Washington Post, September 10, 2008.

- [13] . Kagan Robert, « Moscou est responsable », traduit de l'anglais par Christine Vivier, Le Monde, 16 août 2008.
- [14] . « La guerre russo-géorgienne autour de l'Ossétie du Sud a eu un effet immédiat : elle a remis la mer Noire au cœur des préoccupations stratégiques occidentales et russes ». Bussard Stéphane, « Drôle de guerre en mer Noire », Le Temps, 3 septembre 2008.
- [15] . Nougayrède Nathalie, « Géorgie, OTAN, Kosovo : la revanche de Moscou », Le Monde, 12 août 2008.
- [16] . McDermott Roger, « Russia's Central Asian Exercises with Kazakhstan Focus on Defending Energy Assets », Eurasia Daily Monitor, September 11, 2008.
- [17] . Kryemadhi Safet, « L'avertissement géorgien », Le Monde, 13 août 2008.
- [18] . Ibidem.
- [19] . Medetsky Anatoly, « War Casts Clouds over Pipeline Route », The Moscow Times, August, 14, 2008.
- [20] . Ibidem.
- [21] . Châtelot Christophe et Jégo Marie, « La Russie ne convainc... », op. cit.
- [22] . Socor Vladimir, « Russian Forces Setting up Occupation Zones in Georgia », Eurasia Daily Monitor, August 25, 2008.
- [23] . Nougayrède Nathalie, « Géorgie : pari français, acquis russes », Le Monde, 23 août 2008.
- [24] . Markedonov Sergey, « All Quiet on the Southern Front », Russia Profile, August 27, 2008.
- [25] . Medetsky Anatoly, « Putin Clinches deal for Uzbek Pipeline », The Moscow Times, September 3, 2008.
- [26] . « Central Asia : Russia and United States Intensify Energy Competition », Eurasianet, September 9, 2008.
- [27] . Déclaration finale, 1er septembre 2008.
- [28] . Gow David, « Energy : Brussels Told to Pursue Azerbaijan pipe Dream », The Guardian, September 5, 2008.
- [29] . Lors de la conférence de presse tenue à Moscou le 9 septembre, Nicolas Sarkozy , président en exercice de l'Union européenne avait parlé « de l'émergence d'un acteur de poids dans cette crise, l'Union européenne ». Transcription sur le site internet de la présidence de la République française (<http://www.elysee.fr>).
- [30] . Nies Suzanne, « Russie-Géorgie : quel impact énergétique pour l'Europe ? », Le Figaro, 27 septembre 2008.
- [31] . Créée en 2001, dans le prolongement du Groupe de Shanghai, formé en 1996 à l'initiative de la Russie qui voulait ainsi renforcer son partenariat stratégique avec la République populaire de Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan. En 2001, l'Ouzbékistan l'a rejointe. L'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan y disposent du statut d'observateurs. Site officiel.<http://www.sectesco.org/>.

Guenec Michel - Mongrenier Jean-Sylvestre, « L'Organisation de Coopération de Shanghai : une "OTAN" eurasiatique ? », Regards sur l'Est, 15 septembre 2007 - consulté le 18 septembre 2008 - ([http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=762](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=762)).

[32] . « La Chine et la Russie signent... », op. cit.

[33] . Hauter François, « La Chine s'abstient de soutenir la Russie », Le Figaro, 30 août 2008

[34] . Ibidem.

[35] . Blank Stephen, « The Shanghai Cooperation Organization and the Georgian Crisis », China Brief, September 3, 2008.

[36] . Huang Jing, « Beijing's Perspectives on the Russo-Georgian Conflict : Dilemma and Choices », China Brief, September 3, 2008.

[37] . « Central Asia : Russia and United States ... », op. cit.

[38] . « Moscou devient le QG d'un bloc militaire anti-OTAN », Courrier international, 8 septembre 2008.

[39] . Ibidem.

[40] . Rogozine Dimitri, ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, propos recueillis par Laurent Zecchini, Le Monde, 7 septembre 2008.

[41] . Badie Bertrand, op. cit. Idée développée par Friedman George, « Georgia and Kosovo. A Single Intertwined Crisis », Stratfor.com, August 25, 2008.

[42] . Zecchini Laurent, « Vladimir Poutine dénonce l'unilatéralisme américain », Le Monde, 13 février 2007.

[43] . Millot Lorraine, « Le Nicaragua, premier allié de Moscou sur l'Ossétie », Libération, 5 septembre 2008.

[44] . energy power selon l'expression de Cagapatay Soner, « The Caucasus.Small War, Big Damage », The Turkish Daily News, September 8, 2008.

[45] . Ancien dirigeant du groupe parapétrolier Halliburton, il fut nommé en 2001 par le président Bush à la tête du National Energy Policy Development Group, qui rendit un rapport, le National Energy Policy, base de la stratégie énergétique américaine en 2008. Sébille-Lopez Philippe, Géopolitique du pétrole, Paris, 2006, A. Colin, notamment pp. 72-79.

[46] . Weitz Richard, « Azerbaijan Becomes Object of Russian-Western Rivalry », World Politics Review, September 7, 2008.

[47] . Kellerhals Jr. Merle D., « M. Cheney entame des consultations avec d'anciennes républiques soviétiques », America.gov, (Bureau d'information du Département d'État), 5 septembre 2008.

[48] . « Cheney in ex-Soviet energy call », BBC News, 3 September 2008 ; Weitz Richard, « Azerbaijan Becomes ... », op. cit.

[49] . Jinjikhashvili Alexandra, « Visiting Georgia, Dick Cheney assails Russia », Los Angeles Times, September 5, 2008.

[50] . Gow David, « Energy : Brussels ... », op. cit.

[51] . Friedman George, « The Russo-Georgian War and the Balance of Power », Stratfor.com, August 12, 2008.

[52] . Schoenfeld Gabriel, « Russia's Nuclear Threat Is More Than Words », The Wall Street Journal, August 21, 2008.

[53] . Felgenhauer Pavel, « Russia's Global War Games », Eurasia Daily Monitor, September 25, 2008.

[54] . Weir Fred, « Russia Courts Old Allies, Steps up Defiance of the West », The Christian Science Monitor, September 8, 2008.

[55] . Kraul Chris, « Russia Ships to Join Venezuela Naval exercises in Caribbean », Los Angeles Times, September 8, 2008 ; Daly John C.K., « Naval Implications of the South Ossetian Crisis », Eurasia Daily Monitor, September 10, 2008 ; Felgenhauer Pavel, « Moscow Extends Confrontation with the West to the Caribbean », Eurasia Daily Monitor, September 11, 2008.

[56] . seul pays à l'automne 2008 à avoir reconnu (le 4 septembre 2008) l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Abdullaev Nabi, « Recognition a Lonely Exercise for Moscow », The Moscow Times, September 5, 2008.

[57] . Millot Lorraine, « Le Nicaragua ... », op. cit.

[58] . « Considéré comme la pierre angulaire de la sécurité en Europe, le traité FCE, qui a été signé le 19 novembre 1990 par trente pays, avait pour but de limiter les forces militaires que l'Alliance atlantique et l'ancien pacte de Varsovie (aujourd'hui la Russie) peuvent déployer de l'océan Atlantique aux montagnes de l'Oural. Il fixe des limites identiques aux deux organisations (20 000 chars, 30 000 véhicules blindés, 20 000 pièces d'artillerie lourde, 6 800 avions de combat et 2 000 hélicoptères d'attaque), et prévoit un mécanisme d'inspection.

Le traité FCE a été modifié en novembre 1999 pour remplacer ces limitations entre "blocs" militaires par de nouveaux plafonds d'armement à la fois territoriaux et nationaux, mais il n'est pas entré en vigueur. Seuls la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan l'ont ratifié. Les pays de l'OTAN refusent de faire de même tant que la Russie n'aura pas retiré ses armements et ses forces militaires de Géorgie et de Moldavie ».

Zecchini Laurent, « Moscou suspend sa participation au traité sur les forces conventionnelles en Europe », Le Monde, 2 décembre 2007.

[59] . De mauvaise foi, comme le démontra Daniel Vernet, « Caucase, Kosovo : le faux parallèle », Le Monde, 6 septembre 2008.

[60] . Wilkinson Tracy, « Eastern Europe Gets Jittery over Russia », Los Angeles Times, August 19, 2008.

[61] . Goanec Mathilde, « L'Ukraine penche de plus en plus à l'Ouest », Libération, 18 août 2008.

[62] . Daly John C.K., « Russian Navy Deployment Apparently Intended to Annoy U.S. », Eurasia Daily Monitor, September 26, 2008.

[63] . Ibid..

[64] . Certains milieux économiques russes redoutent une diminution des investissements occidentaux (notamment dans le champ gazier Shtokman en mer de Barents) ainsi que des mesures de rétorsion technologiques et commerciales. Weaver Courtney, « Counting the Costs after the Conflict », The

Moscow Times, September 10, 2008.

[65] . Friedman George, « The Russo-Georgian ... », op. cit.

[66] . Barluet Alain, « La crispation russe complique le dossier iranien », Le Figaro, 25 septembre 2008.

[67] . Picard Maurin, « L'AIEA paralysée par la "nouvelle guerre froide" », Le Figaro, 25 septembre 2008.

[68] . Spiegel Peter, « U.S. still Weighing Stronger Action against Russia, Officials Say », Los Angeles Times, September 10, 2008.

[69] . « Vice-President's Remarks at the Ambrosetti Forum », September 6, 2008. Consulté le 12 septembre 2008 sur le site internet de la présidence des États-Unis (<http://whitehouse.gov/news/releases/2008/09/20080906-1.html>).

[70] . Cité par Bolopion Philippe et Nougayrède Natalie, « Les Occidentaux confrontés à la diplomatie russe du "niet" dans les instances internationales », Le Monde, 26 septembre 2008.

[71] . Barry Ellen, « Russia's Recognition of Georgian Areas Raises Hopes of Its Own Separatists », The New York Times, September 10, 2008.

[72] . Smirnov Andrei, « North Caucasus Rebels Seek to Expand into Abkhazia, South Ossetia and Azerbaijan », The North Caucasus Weekly, September 26, 2008.

[73] . Felgenhauer Pavel, « Russia's Global ... », op. cit.

[74] . Boniface Pascal, « Le 08-08-2008, une étape plus qu'une rupture », Le Monde, 26 septembre 2008.